

mières en quantité suffisante pour fabriquer beaucoup plus de marchandises que nous n'en produisons actuellement; que, étant donné certaines conditions, les habitants du Canada peuvent consommer beaucoup plus de marchandises; que nous avons l'outillage, les matières premières, la main-d'œuvre et l'intelligence voulus pour produire à peu près tout ce que nous pouvons consommer. Mais le pouvoir d'achat nous empêche d'atteindre ce degré de consommation. Quelqu'un se demandera encore si je veux que l'Etat fabrique assez de monnaie pour acheter toutes les marchandises dont j'ai parlé. Ce n'est pas ce que je veux dire. Examinons le point faible de notre régime industriel. On conviendra que ce point faible réside dans l'aspect financier du problème. Quelle en est la cause? Comme je l'ai dit, il existe une demande virtuelle de marchandises, limitée par la demande effective. Cette demande effective est en proportion du pouvoir d'achat de la masse. D'où vient ce pouvoir d'achat? Je répète,—et je mets qui que ce soit au défi de le réfuter,—que la faculté d'achat du public du Canada, comme de tout pays sous le régime industriel de notre époque, découle principalement des procédés de production; que toute la monnaie en circulation au Canada sous le régime industriel est décaissée dans les procédés de production.

Analysons cela un moment. Nous vivons sous le système des profits. Ce sont uniquement les procédés de production qui font circuler le pouvoir d'achat. Sous le système des profits, donc, lorsqu'un manufacturier vend son produit il doit inclure dans le prix de ce produit tous les frais généraux, tous salaires et dividendes, tous intérêts sur les capitaux engagés, et ses bénéfices. Tout cela doit être compris dans le prix de l'objet.

Le seul argent qui reste pour acheter des marchandises c'est l'argent des salaires distribués dans la production de ces marchandises. Mais alors comment les salaires peuvent-ils racheter ces objets à un prix qui inclut les frais indirects? Il en résulte qu'à la fin de chaque année de production il reste fatalement un certain excédent de produits qui ne peuvent être vendus, parce qu'il n'a pas été distribué assez d'argent pour les acheter. Cet excédent est remis à l'entrepôt, et l'année suivante un autre surplus est ajouté. Bientôt les entrepôts regorgent d'excédents, les ouvriers sont renvoyés et le chômage sévit à l'état permanent; nous tombons dans une situation comme celle d'aujourd'hui, tellement affreuse qu'elle justifie la convocation de cette session spéciale du Parlement.

Je sais que le comité s'intéresse particulièrement à cette question. Nous sommes

réunis ici pour résoudre un très grave problème né des circonstances industrielles de notre époque. Je suppose qu'en hommes intelligents nous sommes prêts à examiner les éléments des problèmes qui nous font face. Tant que nous n'aurons pas examiné ces éléments, il sera impossible de résoudre comme il faut la difficulté et d'améliorer la situation. Je vais citer un exemple! Disons que cette enceinte est l'entrepôt où s'amassent toutes les marchandises produites au Canada. D'une extrémité sort un flot de produits, tous portant une étiquette où figure un certain chiffre. De l'autre extrémité sort un flot de papiers, appelés monnaie, dont chacun est marqué d'un certain chiffre. Si les chiffres des étiquettes qui sortent à un bout n'arrivent pas au même total que ceux de l'autre bout il surviendra des difficultés. S'il n'y a pas égalité exacte entre les deux on ne peut vendre sa production. S'il y a moins de papiers à la seconde issue que de marchandises à la première il y aura un excédent de produits. Cet excédent dépasse non pas la capacité de consommation de la nation, mais bien sa faculté d'achat; c'est ainsi qu'on prépare une autre crise du chômage. Je tiens à ce que mes honorables collègues comprennent clairement la situation. Peut-être y a-t-il ici des économistes de l'école d'Adam Smith qui contesteront mon exposé. Adam Smith a écrit un livre merveilleux qui s'appelle la *Richesse des nations*. Quand on examine ce livre on découvre qu'il traite des dettes des nations. Le système financier introduit de son temps par Adam Smith est responsable de nos difficultés actuelles.

Selon moi le grand atout pour remédier au chômage, de façon soit momentanée, soit radicale, c'est l'argent. Si mon analyse est en partie exacte, il en ressort que ce Parlement ne peut rien faire pour remédier au chômage, sauf s'il augmente la faculté d'achat du public. Voilà ce que n'accomplit pas le projet législatif dont la Chambre est saisie. Ce projet signifie simplement que la population qui sera imposée pour solder cette somme de 20 millions de dollars achètera moins de chaussures et moins d'aliments qu'elle ne l'eût fait sans cette taxe. Ces vingt millions prélevés de la sorte seront dépensés d'autre façon, mais ils n'augmenteront pas d'un iota le volume des affaires au Canada pour l'année, pas plus qu'ils n'ajouteront un sou au pouvoir d'achat de la population; donc dans un sens national ce projet ne constitue nullement un remède, même temporaire, à la situation des sans-travail. Bien qu'il s'agisse ici d'une question pour laquelle j'ai une sorte de manie, je supplie le premier ministre d'y